

Irlande : le tigre celtique s'assagit

L'économie irlandaise a subi une succession de chocs contraires au cours de l'année 2001 : au cours du premier trimestre, le secteur agricole a été frappé par l'épidémie de fièvre aphteuse. La production et les exportations de ce secteur ont fortement ralenti au début de 2001. L'épidémie a été contenue (un seul cas recensé) grâce à des mesures drastiques qui ont freiné les déplacements à l'intérieur du pays. Le secteur du tourisme (environ 5 % du PIB) a ainsi également souffert de cette situation. Les plus faibles fréquentations au premier semestre ont été suivies d'annulations pour l'été 2001. La crise des transports aériens après le 11 septembre 2001 a aggravé la situation de ce secteur : aux problèmes financiers d'Aerlingus se sont ajoutées la forte baisse des fréquentations touristiques américaines et la moindre fréquentation des aéroports irlandais, *hub* européen vers les États-Unis. Le fort ralentissement du commerce mondial a également affecté la croissance de l'économie irlandaise, petite économie très ouverte. Par ailleurs, l'Irlande a été particulièrement touchée par la récession aux États-Unis. L'Irlande est le pays de la zone euro qui réalise le plus d'échanges avec ce pays, en pourcentage de ses exportations et importations totales et qui reçoit le plus d'investissements directs américains. Comme de plus ces investissements sont concentrés principalement dans le secteur des nouvelles technologies, le retournement de la conjoncture de ce secteur a eu pour conséquence l'annonce de nombreux plans sociaux tout au long de l'année 2001, ce qui a contribué à la dégradation du moral des ménages irlandais.

Atterrissage en douceur de l'économie irlandaise ?

La croissance du PIB irlandais a fortement ralenti, puisqu'elle est passée d'un glissement annuel de 13 % au premier trimestre de 2001 à seulement 3,2 % au troisième trimestre. L'investissement privé s'est fortement contracté, tandis que la vigueur de la demande du secteur public et de la consommation privée s'est maintenue. La décélération progressive de l'inflation, les allègements fiscaux et la progression des salaires (environ 8 % par an en 2000 et 2001) ont permis une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. La remontée de l'inflation au dernier trimestre de 2001 s'explique par le relèvement des taxes sur le tabac et l'essence et par la hausse toujours vive du prix des services. On constate en revanche une baisse du coût du logement. Le retournement des loyers depuis l'été 2001 semble durable et met fin à la flambée des prix de l'immobilier. Depuis le 1^{er} mars 2002, la TVA est rétablie à 21 % (elle était temporairement fixée à 20 % depuis mars 2001), ce qui devrait contribuer à la hausse des prix cette année.

Les entreprises de certains secteurs d'activité font toujours état de difficultés pour trouver de la main-d'œuvre, mais ces goulets d'étranglement devraient s'estomper avec la remontée progressive du chômage. Par ailleurs, le ministère des finances note une diminution des recettes de l'impôt sur le revenu en dépit de la hausse des salaires et de l'élargissement de l'emploi, ce qui serait le reflet de la diminution des primes et de moindres tensions. L'indicateur de confiance dans l'industrie s'est redressé depuis le point bas de novembre 2001.

Le tigre demeure en bonne santé

L'économie traditionnelle a bien résisté et devrait continuer de bénéficier de la faiblesse de l'euro vis-à-vis de la livre Sterling, le Royaume-Uni demeurant une destination importante des exportations des industries agroalimentaire et textile. Même si la croissance de l'économie irlandaise perd 8 points entre 2000 et 2002, les performances prévues s'inscrivent nettement supérieures à la moyenne européenne.

Des élections générales se tiendront vraisemblablement en mai 2002. La politique budgétaire continue de soutenir la croissance et ce en dépit de l'érosion rapide des recettes fiscales en 2001 et 2002, induite par la moindre croissance et par la poursuite des allègements fiscaux. Le prochain gouvernement devra s'occuper de la privatisation d'Aerlingus et de la restructuration de la Poste. D'autre part, un deuxième référendum sur le traité de Nice sera organisé dans le courant de l'année (l'élection de Pat Cox au poste de président du Parlement européen a contribué à une amélioration de l'« euro-optimiste » irlandais).

La persistance de l'inflation et les risques de dérapages des salaires demeurent les principaux risques du scénario de croissance irlandais, susceptibles d'entamer sa compétitivité. Les accords triennaux du partenariat social entre le patronat, les syndicats et les autorités publiques doivent être renégociés en 2002 pour la période 2003-2005. Le risque d'une aggravation de la crise boursière irlandaise, consécutive aux problèmes successifs de Allied Irish Banks et de Elan, les deux plus importantes sociétés sur le marché boursier irlandais, ne doit pas non plus être écarté ■

Irlande : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2000	2001	2002	2003
PIB	11,5	4,2	3,5	5,0
Consommation des ménages	9,9	5,0	4,0	4,0
Consommation publique	5,4	5,5	6,0	6,0
FBCF totale	7,0	2,0	2,0	5,0
Exportations de biens et services	17,8	7,0	5,0	10,5
Importations de biens et services	16,6	7,5	5,5	11,5
Variations de stocks, en points de PIB	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1
<i>Contributions</i>				
Demande intérieure hors stocks	7,2	3,6	3,2	3,8
Variations de stocks	0,6	-0,1	-0,1	0,2
Commerce extérieur	3,7	0,7	0,4	0,9
Prix à la consommation (IPCH)	5,3	4,0	3,8	3,0
Taux de chômage, au sens du BIT	4,2	3,8	5,0	4,8
Solde courant, en points de PIB	-0,7	-2,0	-1,8	-1,6
Solde public, en points de PIB	4,5	1,2	0,5	-0,5
Impulsion budgétaire	1,4	2,2	0,5	1,0
PIB zone euro	3,4	1,5	1,2	2,5

Sources : Eurostat, CSO, OFCE.